

Déclaration d'Accra sur les vulnérabilités sociétales : les défis d'inclusion sociale posés par les transformations environnementales

Adoptée par le Forum des ministres du Développement sociale des États de la CÉDÉAO, réuni à Accra, Ghana, les 16 et 17 décembre 2013

Les ministres et leurs représentants participant au 3^{ème} Forum UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDÉAO, réunis à Accra, Ghana, les 16 et 17 décembre 2013 à l'invitation du gouvernement du Ghana dans le cadre d'une série de Forums des ministres du Développement social sous l'égide du programme de l'UNESCO sur la Gestion des transformations sociales (MOST) ;

Se félicitant de la participation au Forum de la Commission de la CÉDÉAO, d'entités des Nations-Unies, du Bureau du Conseil intergouvernemental du programme MOST, de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest, d'institutions régionales de recherche et de réseaux de sciences sociales en Afrique ;

Profondément préoccupés par les transformations rapides des conditions climatiques globales et régionales et reconnaissant les effets dramatiques de ceux-ci sur les vies et les conditions de vie des personnes ;

Reconnaissant l'importance de la recherche en sciences sociales portant sur le changement climatique et sur ses effets au détriment des groupes vulnérables ;

Prenant acte des transformations sociales rapides qui sont à l'œuvre au sein de et entre toutes les régions du monde ;

Considérant que la capacité des personnes de renforcer leur résilience et de réduire leur vulnérabilité aux transformations environnementales, dont le changement climatique, dépend considérablement des conditions et des institutions sociales, politiques et économiques aux niveaux local, régional et mondial ;

Conscients que les processus de transformation environnementale dans les sociétés d'Afrique de l'Ouest exercent une profonde influence sur les capacités nationales de réalisation d'objectifs de développement définis au niveau national et convenus au niveau international ;

Affirmant leur engagement prioritaire à œuvrer, à travers des politiques sociales inclusives et dans le cadre du développement durable, à l'élimination de l'extrême pauvreté, qui constitue un échec inacceptable dans la réalisation des droits de l'Homme reconnus au niveau international ;

Soulignant le soutien essentiel apporté par la protection sociale à la résilience sociétale, notamment dans le contexte de la vulnérabilité face aux transformations environnementales ;

Se référant au Cadre de politique sociale pour l'Afrique et à la Déclaration de Windhoek, adoptés tous deux lors de la Conférence des ministres de l'Union africaine en charge du Développement social intitulée « Vers un agenda durable pour le développement social en Afrique », qui s'est tenu à Windhoek, Namibie, en octobre 2008, et notamment à l'appel qui y figure à « renforcer et à soutenir la recherche sociale et à partager les expériences et les modèles constituant des bonnes pratiques » ;

Prenant note des conclusions du Rapport mondial sur les sciences sociales 2013 – Changements environnementaux globaux, s'agissant notamment du besoin d'une science sociale transformative pour répondre aux défis transversaux des transformations sociales contemporaines, ainsi qu'aux chances qu'elles offrent ;

Convaincus que les Objectifs du développement durable, envisagés comme résultat possible du processus en cours des Nations-Unies visant à définir un agenda du développement post-2015, devraient mettre l'accent sur la relation étroite entre les dimensions sociales et environnementales du développement durable ;

S'engageant à participer activement au programme de l'UNESCO sur la Gestion des transformations sociales (MOST), qui œuvre pour renforcer la production du savoir et sa diffusion aux États membres en encourageant les approches fondées sur les preuves empiriques et par l'intermédiaire d'un processus continu de dialogue entre recherche et politique, afin d'aider les États à gérer les défis sociaux et les transformations qui leur sont associées ;

Se félicitant de l'organisation à Durban, Afrique du Sud, du Forum mondial sur les sciences sociales, qui se tiendra en septembre 2015 sur le thème « Transformer les relations globales pour un monde juste », ainsi que de la préparation en relation avec le Forum du Rapport mondial sur les sciences sociales, dont la publication est prévue en 2016 ;

Convaincus que l'organisation régulière de Forums UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDEAO serait grandement bénéfique pour ce qui est de réalisation d'objectifs régionaux en matière de développement social inclusif et durable ;

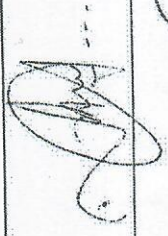
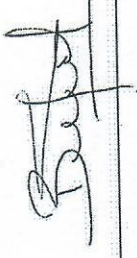
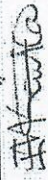
Déclarent comme suit :

- 1. Félicitent le gouvernement du Ghana d'avoir accueilli le 3^{ème} Forum UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDEAO, relançant ainsi la série des Forums en Afrique de l'Ouest.*

2. Confirment comme suit la composition du Bureau élu lors du 3^{ème} Forum, qui restera en fonction jusqu'au 4^{ème} Forum :
- Président : Ghana
 - Vice-Président : Sénégal
 - Rapporteur : Libéria
 - Vice-Rapporteur : Côte d'Ivoire
 - Vice-Rapporteur : Cap Vert
3. Demandent à l'UNESCO, en cohérence avec son Budget (2014-15), son Programme (2014-17) et sa Stratégie à moyen-terme (2014-2021) adoptés par la Conférence générale lors de sa 37^{ème} session en novembre 2013, de maintenir et de renforcer son soutien à la série de Forums UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDÉAO, qui ont vocation à se tenir, dans la mesure du possible, tous les deux ans.
4. Invitent l'UNESCO et la CÉDÉAO à coopérer étroitement en vue de donner à la série de Forums UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDÉAO un soutien solide en termes de secrétariat, y compris en proposant des termes de référence pour le Bureau susmentionné et en favorisant l'accès en continu aux résultats pertinents de la recherche en sciences sociales et humaines.
5. S'engagent à œuvrer, à travers leurs politiques scientifiques nationales et en tenant dûment compte de l'évaluation nationale des besoins, au renforcement des recherches en sciences sociales et humaines orientées vers l'analyse des transformations sociales.
6. Appellent l'UNESCO et la CÉDÉAO à soutenir les activités nationales et régionales, aussi bien au niveau de la recherche qu'au niveau politique, conçues pour atteindre les objectifs définis dans la présente déclaration.
7. Se félicitent que les gouvernements du Nigéria et du Sénégal aient exprimé leur intérêt pour l'accueil d'un futur Forum UNESCO MOST des ministres en charge du Développement social des États de la CÉDÉAO et demandent à l'UNESCO d'en explorer les modalités pratiques et d'en fixer les dates en consultation avec le Bureau susmentionné.
8. Affichent leur volonté de participer activement aux manifestations organisées sous l'égide du programme MOST lors du Forum mondial des sciences sociales prévu en 2015, ainsi qu'aux activités pertinentes préparatoires au Rapport mondial sur les sciences sociales prévu en 2016.

9. S'engagent à donner à la présente déclaration un suivi effectif, à travers le Bureau susmentionné et en relation avec l'UNESCO et la CÉDÉAO, notamment en désignant au sein des ministères chargés du développement social un point focal chargé de la liaison technique avec l'UNESCO et avec la CÉDÉAO et en créant ou le cas échéant en revigorant les Comités nationaux de liaison du programme MOST.
10. Conviennent que la présente déclaration soit portée à l'attention de la Conférence des Chefs d'État de la CÉDÉAO, qui se tiendra en février 2014, afin de s'assurer que la CÉDÉAO s'engage à œuvrer pour les objectifs qui y figurent.

3RD FORUM OF MINISTERS OF SOCIAL DEVELOPMENT FOR ECOWAS COUNTRIES

COUNTRY PAYS	NAME NOM	TITLE TITRE	SIGNATURE
Republic of Benin	Sranon Sossou Marie-Laurence	Ministre de la Famille, des Affaires Sociales, de la Solidarité Nationale, des Handicapés et des Personnes de Troisième Age (MFASSNHPTA)	
Republic of Cabo Verde	Lamine Tavares	Executive Director for Social Solidarity, Representative of the Ministra da Juventude, Emprego e Desenvolvimento dos Recursos Humanos	
Republic of Côte d'Ivoire	Anna Désirée Ouloto	Ministre Solidarité, Famille, Femme, Enfant	
Republic of Ghana	Nana Oye Lithur	Minister of Gender, Children and Social Protection	
Republic of Liberia	Julia Duncan-Cassell	Minister of Gender and Development	
Republic of Mali	Oumou Ba Sangare	Ministre de la Famille, de la Promotion de la Femme et de l'Enfant	
Republic of Niger	Djibrilou Bintou	Directrice, Solidarité Nationale, Représente la Ministre Population, de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	
Federal Republic of Nigeria	Kwassau Maijamaa	Director Social Welfare, Representative of the Hon. Minister of Women Affairs and Social Development, Hajia Zainab Maina, MFR, FCIA	
Republic of Senegal	Dr Anta Sarr	Ministre de la Femme, de la Famille et de l'enfance	
Republic of Sierra Leone	Hon Alhaji Moijue Kaikai	Minister of Social Welfare, Gender and Children's Affairs	
Republic of Togo	Tchassi Adjendime	Directrice de l'ENFS/MASPEA, Représente la Ministre	